

Usine Ford de Blanquefort: maintien de 1.000 emplois pendant 5 ans



Une étape importante dans l'histoire mouvementée de l'usine First Aquitaine Industrie (FAI) de Blanquefort (Gironde) a été franchie vendredi avec la signature d'un accord conditionnant le versement d'aides publiques au maintien pendant cinq ans de 1.000 emplois sur un site qui en comptait 1.600 y a cinq ans. — *JEAN-PIERRE MULLER ARCHIVES*

Mis à jour le 24.05.13 à 16h05

Une étape importante dans l'histoire mouvementée de l'usine First Aquitaine Industrie (FAI) de Blanquefort (Gironde) a été franchie vendredi avec la signature d'un accord conditionnant le versement d'aides publiques au maintien pendant cinq ans de 1.000 emplois sur un site qui en comptait 1.600 y a cinq ans.

L'accord-cadre, dont les contours étaient connus depuis fin 2012, a été signé en fin de matinée dans les locaux de FAI, au terme d'un comité de pilotage (Copil) réunissant des membres de la direction de Ford, des représentants des collectivités locales et des syndicats ainsi que le préfet de la Gironde, Michel Delpuech.

Ce texte, qui "traduit les engagements réciproques des pouvoirs publics (...) et de l'entreprise", est à la fois l'achèvement d'un processus de discussion, d'échange, de construction autour d'un projet" mais "plus encore le début d'un autre", s'est félicité M. Delpuech, évoquant un "renouveau" et un "pacte de confiance".

"Aujourd'hui, le challenge de l'usine", qui sera rebaptisée le 1er août "Ford Aquitaine Industrie", "c'est de lancer ses nouveaux produits", a déclaré Jeff Wood, vice-président de Ford Europe, rappelant que l'industrie automobile (<http://www.20minutes.fr/thematique/automobile>) se trouvait "dans une phase vraiment difficile en Europe". Il a aussi annoncé que le logo de Ford serait de nouveau visible sur le site, un symbole réclamé de longue date par les syndicats.

L'accord prévoit que le Copil se tienne régulièrement afin de vérifier que les termes de l'accord sont respectés : Ford s'engage à maintenir 1.000 emplois pendant les cinq prochaines années et à nourrir l'usine en projets industriels. En échange, les collectivités (ville de Blanquefort, Région Aquitaine, conseil général de la Gironde et communauté urbaine de Bordeaux) verseront 12,5 millions d'euros d'aides publiques. L'Etat apportera son soutien avec diverses aides permettant de financer chômage partiel ou actions de formation.

"Journée importante", selon Poutou

Selon la CGT, le montant de ces aides s'élèverait en réalité à 25 millions d'euros, en plus des 12,5 millions des collectivités, un chiffre que la préfecture n'a toutefois pas confirmé. Avec l'argent mis sur la table par Ford, ce sont au total environ 125 millions d'euros qui seront injectés dans le site.

Projet-phare du renouveau de FAI, la production de la boîte de vitesse automatique 6F35, destinée à l'exportation, démarrera le 4 juillet sur le site qui s'est doté de chaînes de montage flambant neuves. En 2014, Ford intègrera à Blanquefort la fabrication de pièces pour d'autres boîtes.

Cet accord est une bouffée d'oxygène pour un site à l'histoire récente compliquée : propriété de Ford depuis 1973, l'usine avait été vendue en 2009 à l'Allemand HZ Holding, sans qu'un projet industriel crédible ne ressorte de cette cession.

Bon gré, mal gré, Ford avait fini par reprendre en janvier 2011, son ancienne usine, qui fabriquait toujours des pièces pour lui. Aujourd'hui, en raison de mesures de chômage partiel, 300 personnes seulement y travaillent.

"C'est forcément une journée importante et positive", a réagi à l'issue de la signature Philippe Poutou, délégué CGT (<http://www.20minutes.fr/thematique/cgt>). Evoquant une "victoire d'étape", l'ex-candidat du NPA (<http://www.20minutes.fr/thematique/npa>) à la présidentielle s'est dit "satisfait", tout en soulignant que les syndicats resteraient "vigilants" : selon eux, les projets annoncés par Ford ne permettraient de pérenniser en fait que 800 emplois.

Dans un communiqué, le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg (http://www.20minutes.fr/thematique/arnaud_montebourg), a salué "un accord équilibré" et a remercié salariés et direction "pour les efforts consentis de part et d'autre". Son ministère "veillera au respect des termes de cet accord", a-t-il prévenu.

Maire de Bordeaux et vice-président de la communauté urbaine de Bordeaux, Alain Juppé (http://www.20minutes.fr/thematique/alain_juppe) s'est démarqué en indiquant dans un communiqué "ne pas voir la nécessité d'assister" à une réunion qui "n'apporte pas d'élément nouveau". "Ce qui compte aujourd'hui, c'est la réussite du projet industriel" qui "doit pouvoir redevenir un fleuron du groupe Ford", a-t-il écrit.

© 2013 AFP

[Dans la même rubrique \(/economie/direct\)](#)

[Pharmacies: La vente libre en hausse dans un marché globalement en repli \(/societe](#)